

L'Année de la France au Brésil

*Coopération universitaire et culturelle entre le Brésil et la France :
l'expérience de Paris 8*

18 juin 2009

Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ)

UNE UNIVERSITÉ-MONDE ET UN PAYS-MONDE

Par Bernard Cassen*

*Professeur émérite et co-fondateur de l'Université de Paris 8 Vincennes-Saint-Denis ; vice-président du conseil d'administration de l'Institut d'études européennes.

Certains pourraient se demander pourquoi un colloque se situant dans le cadre du quarantième anniversaire de la création de l'université de Vincennes - devenue université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis - se tient à Rio de Janeiro. Si l'on se réfère au nombre d'étudiants et d'enseignants venus des quatre coins du monde qui, au cours des quatre décennies écoulées, ont fait partie de notre communauté universitaire, nous pourrions aujourd'hui être réunis dans un autre pays d'Amérique latine ou dans un autre continent, en Afrique par exemple.

Comme toujours lors qu'il s'agit de faire aboutir un projet de ce genre, les relations personnelles ont joué un rôle déterminant. Sans elles, aucun accord de coopération universitaire n'a de viabilité à terme, et les tiroirs de nos établissements respectifs sont remplis de tels documents, signés mais pas ou peu appliqués. Aussi, nous devons remercier chaleureusement nos collègues Anne-Marie Autissier, Ridha Ennafaa et Geraldo Nunes, pour lesquels cette rencontre constitue seulement une étape un peu plus visible que les précédentes d'une collaboration entre Paris 8 et l'UFRJ nouée depuis des années, et dans le cadre de laquelle j'ai d'ailleurs déjà eu l'honneur d'intervenir, ici à Rio de Janeiro.

Mais si indispensable que soit cette dimension personnelle, elle est loin d'être suffisante. Dans la construction de liens structurels, de coopérations scientifiques durables entre les institutions de deux pays distants de 10 000 kilomètres, il faut aussi que soient réunies certaines conditions : bien sûr des connivences intellectuelles, culturelles, voire politiques au sens large, mais pas seulement. Il faut également avoir en commun une identité interne et une vision de soi qui s'accompagnent d'une posture comparable vis-à-vis de l'extérieur.

Je vais vous paraître d'une présomption inouïe : si nous, Vincennois d'origine ou de plus fraîche date, nous nous sentons si bien au Brésil – et pas seulement à Rio de Janeiro -, c'est que nous croyons qu'il existe des affinités entre, d'un côté, un pays-monde et, d'un autre côté, une

université qui s'est voulue une université-monde. Je précise que j'utilise cette expression dans un sens un peu différent, mais non contradictoire de celui du titre de la table ronde qui aura lieu cet après-midi, et où il sera question de l'enseignement à distance et d'Internet.

Que le Brésil soit un pays-monde ne tient pas seulement à son étendue, à sa démographie, à sa puissance économique ou à son statut géopolitique en Amérique latine et dans le reste du monde. Certains de ces attributs n'existaient pas avec la même ampleur il y a quarante ans, quand Vincennes fut créée. Et pourtant, votre pays était déjà à l'époque un pays-monde, car s'y côtoyaient, à défaut de s'y mêler, les peuples premiers que sont les Amérindiens et des descendants des esclaves africains et des colonisateurs européens. Sans parler des immigrants plus récents venus en grand nombre d'Europe centrale, du Proche et de l'Extrême-Orient.

Aucun autre grand pays de la planète, à l'exception des Etats-Unis d'Amérique, ne présente de telles caractéristiques. Mais à la différence des Etats-Unis, qui ont à leur actif, si je puis ainsi m'exprimer, plus d'un siècle et demi d'interventions militaires, de coups d'Etat et d'opérations de subversion hors de leurs frontières, y compris dans ce pays, le Brésil, tout en ayant eu deux empereurs, ne s'est jamais voulu un empire. Il n'a jamais aspiré à régenter ses voisins et encore moins le reste du monde. Il ne s'est jamais considéré investi d'une « Destinée manifeste », ne s'est jamais non plus proclamé « la nation indispensable », même s'il aspire légitimement à occuper la place qui lui revient dans le concert des nations et dans les organisations internationales.

On ne saurait imputer aux citoyens d'un Etat la mauvaise conduite ou les crimes commis par leurs dirigeants. On peut porter un jugement très négatif sur des décennies de politiques de Washington en Amérique latine ou au Proche-Orient, entre autres, tout en entretenant des rapports professionnels chaleureux avec des Américains, comme c'est notre cas à tous. D'autant qu'un très grand nombre d'entre eux sont au moins aussi critiques que nous sur ces politiques que nous dénonçons. Il reste que la perception que l'on a d'un pays étranger est d'autant plus positive qu'il y a adéquation entre la culture et les valeurs de son peuple et les politiques que mène son gouvernement. Le Brésil du président Lula, et même celui de son prédécesseur Fernando Henrique Cardoso nous paraissent autrement plus « brésiliens » que celui des militaires putschistes de 1964 et de leurs sinistres successeurs.

Je vais vous donner un exemple significatif du préjugé favorable dont bénéficie votre pays dans les mouvements sociaux et citoyens du monde entier. Un exemple dont j'ai été l'un des protagonistes en tant que président de l'association Attac. Je veux parler de la conception, de la préparation et de la tenue du premier Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre en janvier 2001 .

Cela avait commencé en février 2000, comme je l'ai raconté dans un ouvrage paru en 2003. Je recevais dans mon bureau du *Monde diplomatique* - dont j'étais à l'époque directeur général - deux de vos compatriotes, mes amis Chico Whitaker et Oded Grajew. Ce dernier rentrait de Davos, où se tient chaque année le Forum économique mondial, et, comme tant d'autres, il avait été indigné par l'arrogance des maîtres du monde réunis dans la station de ski suisse.

La question que nous nous posions était de savoir où et comment organiser l'année suivante un contre-Davos. Oded et Chico pensaient à la France. Pour ma part, je proposai le Brésil, et plus

spécifiquement Porto Alegre, capitale de l'Etat de Rio Grande do Sul, où j'avais pu étudier le fonctionnement du budget participatif. J'étais absolument certain que ce choix recueillerait une adhésion générale dans le monde. Mes amis brésiliens, qui en étaient moins assurés, se laissèrent néanmoins assez facilement convaincre. Et c'est dans un enthousiasme unanime que la candidature de Porto Alegre comme siège du premier FSM fut ratifiée lors d'un contre-sommet social international organisé à Genève au mois de juin suivant. Vous connaissez la suite.

Sur 10 FSM tenus à ce jour, 5 ont été organisés au Brésil : 4 à Porto Alegre (2001, 2002, 2003, 2005) et un à Belem en janvier dernier. Il y en a seulement eu un dans un autre pays d'Amérique latine (Caracas en 2006), deux en Asie (Bombay et Karachi) et deux en Afrique (Bamako et Nairobi). C'est vous dire à quel point le Brésil, symbole de l'internationalisme, est cher au cœur des mouvements populaires du monde entier, même si un grand nombre d'entre eux ne le connaissent qu'à distance, faute de moyens pour y envoyer des délégués.

L'internationalisme - tout comme l'ouverture sur le monde contemporain et l'innovation - a également été, dès le premier jour, la marque de fabrique de l'université de Vincennes. Je pourrais vous citer des dizaines d'exemples des avancées et des innovations dont notre université peut être fière, et qui ont ensuite essaimé dans d'autres établissements d'enseignement supérieur. Pour des raisons de temps, j'en évoquerai seulement un, qui vous concerne très directement : celui des études brésiliennes et, plus généralement, des études latino-américaines.

Jusqu'au milieu des années 1960, les études de langues vivantes dans les universités françaises se faisaient dans des structures – que l'on appelait des sections ou des départements – portant le nom de la langue en question, sans référence explicite aux pays où elle était parlée. Il y avait des sections d'allemand, d'anglais, de russe, d'espagnol, de portugais, etc. Pour les grandes langues de diffusion internationale (anglais, espagnol et portugais), cette sobriété de l'intitulé dissimulait une forme d'eurocentrisme. L'anglais renvoyait à l'Angleterre, l'espagnol à l'Espagne et le portugais au Portugal. On pouvait obtenir une licence d'anglais sans avoir jamais entendu parler des Etats-Unis ou une licence de portugais en ignorant tout du Brésil. Il existait bien des certificats de littérature et civilisation américaine, brésilienne ou des pays hispanophones d'Amérique latine, mais ils étaient facultatifs.

A Vincennes, dès 1969, en entamant un processus qui allait se développer dans les autres universités, les enseignements portant sur les Amériques hispanophones et le Brésil reçurent la parité, dans les cursus et le nombre de cours offerts, avec ceux portant sur l'Espagne et le Portugal. De nouveaux espaces pédagogiques furent ainsi ouverts qui firent largement appel non seulement aux universitaires français qui s'étaient spécialisés dans ces domaines, mais aussi à un grand nombre de Latino-Américains, pour bon nombre d'entre eux exilés politiques.

Dans les dix premières années de Vincennes, et uniquement dans les départements de portugais et d'espagnol – ce qui ne rend pas compte de la présence de nombreux Latino-américains dans beaucoup d'autres départements – on peut relever les noms suivants comme enseignants ou conférenciers : Josué de Castro ; Saul Yurkevitch, écrivain argentin ; Alfredo Bryce Echenique, romancier péruvien ; Leslie Manigat, historien haïtien ; Ruben Barreiro Saguier, écrivain paraguayen ; Miguel Rojas Mix, historien de l'art chilien ; les écrivains cubains Juan Marinello et Alejo Carpentier ; la veuve du président Allende, Hortensia Bussi de Allende.

J'en oublie certainement, mais je me permets d'ajouter Mario Soares, grand ami de l'Amérique latine, et qui, quelques années plus tard, après la Révolution des œillets de 1974, allait devenir premier ministre puis président du Portugal.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, puisqu'on y enseignait la langue de l'Empire, le département d'études des pays anglophones (DEPA) accueillit aussi des Latino-Américains. Nous eûmes un temps un bibliothécaire argentin, et nous y avons toujours un collègue chilien. Le DEPA fit vivre pendant des années un partenariat avec l'Université autonome de Saint-Domingue (UASD). Nombre d'anglicistes eurent ainsi leur première expérience latino-américaine en République Dominicaine, et se mirent à l'espagnol...

L'Institut d'études européennes (IEE), créé à Paris 8 en 1992, a repris cette tradition. C'est d'ailleurs une de ses enseignantes, Anne-Marie Autissier, qui, du côté français, a été la cheville ouvrière de l'organisation de ce colloque. Parmi les prestigieux professeurs invités par l'IEE, a figuré Emir Sader, qu'il n'est nul besoin de présenter ici, et qui est aujourd'hui secrétaire général du Conseil latino-américain en sciences sociales (CLACSO).

Vincennes a non seulement contribué à rattraper le retard criant de l'Université française en matière de connaissance des Amériques et des Caraïbes, mais, lors de ses premières années, elle en a même fait davantage que beaucoup d'universités latino-américaines en proposant des cours de langues amérindiennes : quechua, guarani, nahuatl.

Cet élargissement de la palette des langues offertes, qui équivalait à lancer des ponts vers un nombre croissant de pays et de cultures du monde n'était pas spécifique au département d'espagnol. Le département d'études slaves n'avait pas uniquement assuré des études de russe. Il offrait aussi des cours de bulgare, tchèque, serbo-croate et ukrainien. Même démarche au département d'études hébraïques où l'enseignement de l'hébreu n'avait pas empêché celui du yiddish, de l'araméen, du judéo-arabe et du judéo-berbère.

L'enseignement de quelques-unes de ces langues a été supprimé plus tard, essentiellement pour des raisons budgétaires. Mais le fait qu'une telle panoplie ait pu être mise en place dans les premières années de l'université en dit long sur l'esprit qui animait un grand nombre de ses enseignants, et aussi sur la souplesse des structures administratives de l'époque. Ou peut-être, plus vraisemblablement, sur les libertés que l'on prenait avec elles...

Ce que j'ai dit des langues est vrai de toutes les autres disciplines où les innovations se multipliaient. Le slogan « Un autre monde est possible » - imaginé par *Le Monde diplomatique* et repris par le FSM - n'allait être popularisé qu'une trentaine d'années après la création de Vincennes, mais les premiers Vincennois étaient convaincus, parce qu'ils l'expérimentaient, qu'« Une autre université est possible ».

C'est précisément à cette période que l'Amérique latine entrait dans une des périodes les plus noires de son histoire. Au moment où, en Europe et aux Etats-Unis, soufflait un vent d'émancipation des individus, les droits de l'homme étaient bafoués comme rarement dans l'histoire de ce continent. Je rappellerai quelques dates : octobre 1968, massacre de la place des Trois Cultures à Mexico ; décembre 1968, Acte institutionnel n° 5 de la dictature militaire brésilienne qui supprimait le peu qui restait de libertés publiques dans le pays depuis 1964 ; 27 juin 1973, coup d'Etat militaire en Uruguay sous le paravent du « président » Bordaberry ; 11

septembre 1973, coup d'Etat militaire au Chili ; 24 mars 1976, coup d'Etat militaire en Argentine. Tortures, assassinats, disparitions, interdiction de toute pensée critique, vous connaissez tout cela. Les universités, et en particulier l'UFRJ, qui comptaient parmi les rares îlots de résistance à la barbarie des militaires et de leurs complices civils, payèrent un très lourd tribut.

Ce n'est pas un hasard si beaucoup des militants et des intellectuels latino-américains contraints de s'exiler de leur pays choisirent de venir à Vincennes. Ils y trouvèrent, pour certains, la possibilité de continuer leur activité universitaire et, pour tous, un climat de liberté et de solidarité plus avancé que dans le reste de la société française. Marco Aurelio Garcia, conseiller spécial du président Lula, fut de ces exilés.

J'ai parlé presque exclusivement du passé, en gros des années écoulées entre l'ouverture de l'université, en janvier 1969, et son transfert forcé à Saint-Denis en octobre 1980. Pour les autorités politiques qui prirent la décision de ce transfert, il s'agissait de remettre Vincennes la rebelle dans le rang, dans le droit chemin. Mais c'était là un objectif impossible à atteindre car les initiatives de ces années fondatrices avaient été intégrées dans le patrimoine génétique de l'université. C'était une université-monde et elle l'est restée, sous d'autres formes, comme le montreront les interventions de mes collègues.

Mais le monde a lui aussi changé. Les dictatures qui avaient défiguré l'Amérique latine ont rejoint les poubelles d'une histoire que certains d'entre vous et nous avons un peu rêvée ensemble à Paris. Avec la démocratie retrouvée, se dégagent des perspectives nouvelles, porteuses d'indispensables et profondes transformations sociales, en particulier par le biais d'une intégration régionale qui fera l'objet de l'une de nos tables rondes.

Les liens qui se sont tissés à l'époque en ont plus tard engendré d'autres, tout aussi féconds. Ce colloque en apporte la preuve. Loin de nous l'idée d'en faire un exercice nostalgique de commémoration, de verser dans la *saudade*. Bien au contraire, il s'agit de nous projeter en avant en combinant votre dynamisme, votre chaleur et votre inventivité avec la flamme de l'esprit de Vincennes qui est toujours vivante en nous.

